



CONFÉRENCE PUBLIQUE

Inflation, pandémie, climat : l'urgence de la fiscalité progressive

École d'économie de Paris
48 Boulevard Jourdan, 75014, Paris
Salle R2.21, 2^e étage
15 septembre de 18h00 à 19h15.
La conférence sera suivie d'un cocktail

La pandémie du Covid-19 qui fait rage depuis deux ans et demi n'a pas seulement tué plus de 6,4 millions de personnes dans le monde. Elle a aussi mis les Etats les plus vulnérables à genoux, les accablant de dettes contractées pour atténuer le choc économique. Un contexte encore aggravé par la guerre en Ukraine et ses conséquences économiques et sociales, alors que le monde fait face à une crise climatique aux dimensions existentielles.

Les États ont le choix : ils peuvent opter pour des programmes d'austérité, en poursuivant la réduction du financement des services publics, en relevant l'âge de la retraite et en augmentant la contribution des plus pauvres par des taxes à la consommation augmentées par l'inflation, au détriment, une fois de plus, des plus vulnérables. L'histoire montre que ce choix, tout comme la domination de secteurs économiques par une poignée de grandes entreprises, entraînent inévitablement une augmentation des inégalités et des troubles sociaux.

Dans le même temps, les multinationales ont enregistré des bénéfices record, et les milliardaires se sont plus enrichis pendant la crise que durant la dernière décennie. Une course aux profits où l'Etat ne joue plus son rôle, qui alimente les mouvements populistes et autoritaires, tout en érodant la crédibilité de la démocratie.

Les Etats peuvent, au contraire décider de mieux taxer les profits excédentaires générés durant de la crise et de façon générale, établir une fiscalité plus juste et progressive. Que taxer, et qui taxer ? Comment faire enfin contribuer ceux qui n'ont jusqu'à présent pas payé leur juste part d'impôts ? Et qu'en est-il de la taxation des superprofits, générés notamment par la flambée des prix ?

Il s'agit de discuter de toutes les alternatives pour permettre aux Etats de retrouver plus de ressources alors que le monde peine toujours à trouver une solution juste et durable pour taxer les multinationales. En octobre 2021, 137 juridictions ont signé un accord mondial visant à taxer les multinationales dans une économie numérisée, sous l'égide du G20/OCDE. Le processus est aujourd'hui dans l'impasse, bloqué par des questions politiques internes aux Etats-Unis et dans l'Union Européenne. Quel avenir pour cette réforme et quelles solutions pour que les pays développés et en développement de faire payer aux multinationales leur juste part ?

Retrouvez-nous pour en discuter autour d'un panel au cours de cette conférence publique, qui sera traduite simultanément en français et anglais, suivie d'un cocktail.

Membres du panel :

- **Cécile Duflot**, Directrice générale d'Oxfam France
- **Jayati Ghosh**, Professeure d'économie à l'Université du Massachusetts Amherst, coprésidente de l'ICRICT
- **Joseph Stiglitz**, Professeur d'économie à l'Université de Columbia, coprésident de l'ICRICT
- **Pascal Saint-Amans**, Directeur du Centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE
- **Theresa Neef**, Chercheuse, EU Tax Observatory

FORMAT

Introduction : Cécile Duflot, Directrice générale d'Oxfam France

Panel 1

Les solutions conjoncturelles : quelle la fiscalité pour répondre à l'explosion du coût de la vie et financer la transition écologique ?

- **Jayati Ghosh**, coprésidente de l'ICRICT
- **Joseph E. Stiglitz**, coprésident de l'ICRICT
- **Cécile Duflot**, Directrice exécutive d'Oxfam France (modération)

Panel 2

Le cadre structurel : L'accord mondial G20/OCDE visant à taxer les entreprises mondiales dans une économie numérisée a-t-il encore un avenir ?

- **Présentation :** Theresa Neef (EU Tax Observatory) : estimations des recettes fiscales potentielles d'un impôt minimal sur les sociétés.
- **Débat :** Impasse politique, alternatives nationales ou realpolitik pragmatique ? La réforme survivra-t-elle, et avec quelles conséquences sur les pays développés et en développement ?
 - **Pascal Saint-Amans**, directeur du Centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE
 - **Jayati Ghosh**, coprésidente de l'ICRICT
 - **Joseph E. Stiglitz**, coprésident de l'ICRICT

INSCRIPTIONS

Si vous souhaitez participer à cette conférence, nous vous remercions d'envoyer un email à Lamia Oualalou, responsable communication d'ICRICT : lamia@icrict.com